



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA GIRONDE

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE  
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT D'AQUITAINE

Bordeaux, le - 8 JUIN 2011

UNITÉ TERRITORIALE DE LA GIRONDE

**ÉTABLISSEMENT**

**NANNI Industries SAS**

Zone industrielle – BP 107  
11 avenue Mariotte  
33 260 LA TESTE

Fiche de suivi n°: 7666-520002-1-1

Référence Courrier : CRC -UT33-EI-11-443

Référence Préfecture : dossier n° 16 170

Affaire suivie par : Sandrine LESUEUR

[sandrine.lesueur@developpement-durable.gouv.fr](mailto:sandrine.lesueur@developpement-durable.gouv.fr)

Tél. : 05 56 00 05 30 Fax : 05 56 00 04 57

Objet : Demande d'autorisation

**RAPPORT DE PRÉSENTATION AU CONSEIL  
DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES  
RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Le présent rapport a pour but de présenter le projet d'arrêté préfectoral autorisant la société NANNI Industries à exploiter un établissement réalisant la marinisation de moteurs sur le territoire de la commune de LA TESTE.

**1. PRÉSENTATION DU DOSSIER DU DEMANDEUR**

**1.1. Présentation**

Par bordereau du 28 octobre 2010, Monsieur le Préfet de la Gironde sollicite l'avis de la DREAL Aquitaine sur le dossier de demande d'autorisation déposé par la société NANNI Industries en vue d'exploiter un établissement réalisant la marinisation de moteurs sur le territoire de la commune de LA TESTE.

L'activité industrielle de NANNI consiste à la préparation du moteur pour le client, la mise en place des accessoires (cette gamme de moteurs étant personnalisée à la demande du client), et éventuellement le passage au banc d'essai pour la mise en conformité en fonction des spécifications du client.

Le présent dossier vise à régulariser la situation administrative de la société NANNI Industries suite à de nombreuses évolutions depuis le démarrage dans les années 1990 ainsi qu'une extension. Le projet d'extension comprend :

- la construction d'un nouveau bâtiment dédié au stockage de fournitures et produits finis et à leur réception / expédition ;
- la création de nouveaux bureaux en étage au dessus des existants ;
- l'aménagement de nouveaux parkings et voiries.

Horaires d'ouverture : 8h30-12h30 / 13h30-16h00  
Tél. : 33 (0) 5 56 24 80 80 – fax : 33 (0) 5 56 24 47 24  
BP 55 rue Jules Ferry Cité administrative  
33090 Bordeaux cedex

Le site comprend :

- un atelier de fabrication se composant :
  - d'une zone de réception des pièces et consommables
  - d'un magasin de stockage de pièces
  - d'une zone de fabrication de moteurs de puissance supérieure à 100 ch (couramment appelée fabrication « MAN ») comprenant :
    - une chaîne de montage
    - une cabine de peinture fermée
    - 2 bancs d'essais
  - d'une zone de fabrication de moteurs de puissance inférieure à 100 ch (couramment appelée fabrication « KUBOTA ») comprenant :
    - une chaîne de montage
    - une cabine de peinture fermée
    - 3 bancs d'essais
  - d'un atelier bureau d'études dédié à la fabrication de prototypes
  - d'une zone de service après vente
  - d'une zone de préparation et d'expédition
- des unités annexes suivantes :
  - des services administratifs, avec un étage
  - un local compresseur
  - un local électrique
  - 2 tours aérorefrigérantes
  - un accueil et de vestiaires,
  - plusieurs zones de stockage de produits chimiques et de déchets,
  - un magasin de stockage.

### **Dégraissage**

A la sortie des bancs d'essais, les moteurs nécessitent une étape de dégraissage avant peinture. Les moteurs sont dégraissés à l'aide d'un solvant par pulvérisation au pistolet. Les étapes de dégraissage ont lieu directement dans les cabines de peintures.

Pour les gros moteurs, NANNI Industries a substitué, depuis le second semestre 2007, le solvant MO68 (composé de 50 à 70 % de toluène et de 30 à 50 % d'acétone) par 2 produits :

- l'hyso 99 pour le dégraissage des moteurs (Naphte léger 50 – 100 % et propane-2-ol 0-2.5%)
- le diestone A8290 pour le nettoyage du matériel de peinture (acétate 50-100% - diacétone 10-25% naphte lourd 2.5-10%)

Pour le dégraissage des petits moteurs, NANNI Industrie a abandonné la cabine de dégraissage utilisant du trichloréthylène sous forme vapeur, pour passer au même mode de dégraissage que pour les gros moteurs, à savoir le dégraissage au solvant directement dans la cabine de peinture.

Le trichloréthylène a été abandonné en août 2007. D'août 2007 à novembre 2007, le dégraissage a été réalisé avec du MO68 (à base de toluène) dans la cabine de peinture fermée. Depuis novembre 2007, la société utilise de l'Hyso 99 (composé de naphtes légers), produit intégré au process de fabrication.

### **Peinture**

Avant peinture, les moteurs sont préparés et certaines parties sont protégées. Deux couches de peinture sont appliquées par pulvérisation au pistolet antistatique.

### Cabine de peinture et de dégraissage gros moteurs MAN

Il s'agit d'une cabine de peinture ouverte, munie d'un double rideau d'eau et de deux ventilateurs d'une capacité d'extraction de 9 200 m<sup>3</sup>/h chacun. Un seul moteur peut être traité à la fois dans cette cabine, il est disposé sur un palan. Le dispositif d'extraction est équipé d'un filtre pour retenir les particules de peinture. Environ 10 moteurs sont traités par jour. Cette cabine a été démontée en 2011 et remplacée par une cabine fermée de 8 m sur 7 m avec fonction de séchage (80°C maxi) au fioul et équipée d'un système d'épuration (filtre à poche).

Les petits moteurs sont dégraissés et peints dans une cabine fermée. Il est possible de traiter jusqu'à 10 moteurs lors de la même séquence. Un total de 20 moteurs est traité par jour. L'air est soufflé vers le bas ; le débit d'extraction est d'environ 30 000 m<sup>3</sup>/h.

Les produits utilisés ne contiennent pas de COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

#### Etuvage

Le séchage forcé ne se fait que lorsque la production le nécessite. Le reste du temps les moteurs sèchent à la température de la cabine.

L'étuvage se fait dans la même cabine que la peinture à 80°C pendant 30 minutes.

### 1.2. Rubriques de la nomenclature des installations classées

L'établissement relève du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement, au titre des rubriques ci-après.

N° de Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2921.1.a	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé », la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW	Tour Baltimore Aircoil : 2 200 kW Tour Jacir (hors service) : 1 444 kW Soit un total de 3 644 kW	A
2931	Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN	Gros moteurs : 380 + 700 kW Petits moteurs : 230 + 250 kW  Soit au total 1 560 kW	A
2940.2.b	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture ... sur support quelconque (métal, bois, plastique) à l'exclusion des activités couvertes explicitement par une autre rubrique. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est b. supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Application de peinture par pulvérisation 30 kg/j	DC
1432.2b	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup>	0.32 m <sup>3</sup> de gazole 0.24 m <sup>3</sup> de fioul domestique 800 L diestone A8290 1 m <sup>3</sup> Hyso 99 2.5 m <sup>3</sup> de diluants et peintures soit une capacité équivalente totale de 4,86 m <sup>3</sup>	NC

1530	Dépôts de papier carton ou matériaux analogues. La quantité stockée étant inférieure à 1 000 m <sup>3</sup>	Environ 5 m <sup>3</sup>	NC
1532	Dépôts de bois sec ou matériaux analogues. La quantité stockée étant inférieure à 1 000 m <sup>3</sup>	Environ 60 m <sup>3</sup>	NC
2910.A.2	Installation de combustion	Puissance thermique maximale : 730 kW	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	Puissance maximale 10 kW	NC

## **2. CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES**

### **2.1. Capacités techniques**

Les techniques utilisées sur le site de NANNI Industries sont des techniques largement utilisées dans les ateliers de peinture et activités similaires en Europe.

### **2.2. Capacités financières**

NANNI industries occupe aujourd'hui le 3<sup>ème</sup> rang mondial après Volvo et Yanmar. En moyenne près des 2/3 du chiffre d'affaire se fait à l'export. Le marché est en croissance depuis plusieurs années. Le chiffre d'affaire de 2006 est de l'ordre de 27 600 000 €.

## **3. PRINCIPAUX IMPACTS DU PROJET**

### **3.1. Bruits**

Les principales nuisances sonores sont générées par la circulation des véhicules sur le site, les essais sur bancs, les machines tournantes et les opérations de chargement et déchargement.

L'exploitant a réalisé des mesures de bruit de jour et de nuit, qui respectent les valeurs limites réglementaires.

### **3.2. Pollution de l'eau**

#### **3.2.1. Consommation d'eau**

L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau public et d'un forage.

L'entreprise a consommé 996 m<sup>3</sup> d'eau de ville en 2006 et 1 003 m<sup>3</sup> en 2005. Cette eau sert principalement pour les eaux sanitaires et le nettoyage des bancs d'essais.

Le site est également équipé d'un forage, d'une profondeur de 12 m et d'un débit maximum de 40 m<sup>3</sup>/j, soit environ 5 m<sup>3</sup>/h. La consommation 2006 s'élève à 11 499 m<sup>3</sup>. L'eau de forage est destinée à l'arrosage (1 735 m<sup>3</sup>/an), l'alimentation de la tour aéroréfrigérante (1 717 m<sup>3</sup>/an) et le refroidissement des moteurs Kubota (8 044 m<sup>3</sup>/an).

#### **3.2.2. Rejets liquides**

##### **■ Le traitement et les exutoires des eaux usées.**

Ces rejets sont dirigés vers le réseau de collecte interne des eaux usées du site, constitué de 2 branches principales, équipées chacune d'un séparateur hydrocarbures. Seules les eaux sanitaires rejoignent l'exutoire final sans passer par le séparateur associé.

Les rejets d'eaux usées se répartissent de la manière suivante dans ces 2 exutoires :

Type de rejet	Rejet 1 Avenue Mariotte	Rejet 2 Avenue Denis Papin
Eaux sanitaires	X	
Eaux de refroidissement des moteurs Kubota	X	
Eaux de nettoyage des bancs d'essais Kubota	X	

Eaux de nettoyage des bancs d'essais Man		X
Eaux de déconcentration de la TAR		X
Purge du dispositif de traitement de l'eau		X

En quittant le site les rejets sont déversés dans le réseau de collecte des eaux usées qui rejoint la station d'épuration de la Teste de Buch.

#### ■ Le traitement des eaux pluviales.

NANNI Industries dispose d'un réseau séparatif.

Les eaux de ruissellement de la zone de dépotage sont dirigées vers le rejet n°2 du site et passent donc au travers d'un séparateur hydrocarbures avant d'être rejetées au réseau communal.

Les autres eaux pluviales ne subissent pas de traitement avant rejet. Ces eaux s'infiltrent dans le sol ou sont canalisées vers les fossés qui longent le terrain de NANNI Industrie au Sud et à l'Ouest. Les eaux pluviales se déversent ensuite dans le canal des Landes qui se jette lui même dans le bassin d'Arcachon.

Le site est découpé en 4 zones, associée chacune à un point de rejet dans le milieu naturel.

Une **convention de rejet** a été signée entre NANNI Industries et le SIBA afin de réglementer le déversement des eaux industrielles de l'établissement dans les ouvrages syndicaux.

#### ■ Impacts des rejets.

Les analyses sont réalisées conformément aux prescriptions de la convention de rejet, soit 2 fois par an pour les paramètres principaux et 1 fois par an pour les métaux.

Analyses mars 2007

Paramètre	Valeur du rejet 1 (mg/L)	Valeur du rejet 2 (mg/L)	Valeur limite fixée par la convention (mg/L)	Valeur limite AM 2/02/98 (mg/L)
Débit (m <sup>3</sup> /j)	3.5	17.8	60	
DCO	245	< 30	1 000	2 000
DBO5	100	6	400	800
MES	21	4	400	800
Indice phénol	0,065	0,01	0.3	0.3
AOX	0,230	0,055	5	1
Plomb	0,01	< 0,004	0.5	0.5
Cuivre	0.063	0.032	0.5	0.5
Chrome	0.005	< 0.002	0.5	0.1
Nickel	0.006	< 0.004	0.5	0.5
Zinc	0.28	0.053	2	2
Fer	1.1	0.98	5	5
Al	0.29	0.084	(FE + AL)	
Cadmium	< 0.002	< 0.002	0.2	
Mercure	< 0.00010	< 0.00010	0.05	

Une analyse des eaux pluviales a été réalisée en février 2006, montrant qu'il n'était pas nécessaire d'envisager un traitement des eaux pluviales avant rejet.

La création du nouveau bâtiment et donc d'un quai de chargement engendre une source de pollution potentielle des eaux pluviales. Un nouvel exutoire dédié à la collecte des eaux usées de ce nouveau bâtiment a été créé, il est associé à un séparateur hydrocarbures.

### 3.3. Pollution de l'air

Les émissions atmosphériques résulteront essentiellement des bancs d'essais, des cabines de peinture, chaudière et tours aéroréfrigérantes.

#### ■ Les bancs d'essais

Paramètre	Valeurs mesurées						Valeurs limites (AM 02/02/98)
	Banc d'essai gros moteurs n°1 (2006)		Banc d'essai gros moteurs n°2 (2008)		Banc d'essai petits moteurs (2006)		
	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux (kg/h)	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux (kg/h)	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux (kg/h)	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières	57.7	0.02	12.1	0.004	24.1	0.002	100 si flux < 1 kg/h 40 si flux > 1 kg/h
SO <sub>2</sub>	6.8	0.003	5.8	0.002	1.3	0.0001	300 si flux > 25 kg/h
CO	214	0.1	88.8	0.032	197	0.02	
COV	98.4	0.04	-	-	28.2	0.003	110 si flux > 2 kg/h
NO <sub>2</sub>	3011	1.2	808.7	0.291	830	0.1	500 si flux > 25 kg/h

#### ■ Cabines de peinture

La cabine de peinture ouverte est également utilisée pour le dégraissage des moteurs de plus de 100 ch, ce qui génère des rejets de COV supplémentaires.

La cabine de peinture fermée comprend une sortie d'air qui émet également des COV lors des applications de peinture et de l'étuvage (opération de séchage). Le point de rejet se situe à 6,6 m du sol et a un diamètre de 1 000 mm. Depuis l'arrêt du dégraissage au trichloréthylène la cabine sert également au dégraissage des petits moteurs.

Les cabines de peintures sont équipées de dispositifs d'aspiration puissants et de traitement :

- la cabine ouverte (moteurs MAN) est équipée d'un double rideau d'eau et de filtres
- la cabine fermée (petits moteurs) est équipée de filtres.

Une campagne de mesure fournit les résultats suivants :

Paramètre	Valeurs mesurées				Valeurs limites
	Cabine ouverte * (2006)		Cabine fermée (2008)		AM 02/02/98 art 30. 22
	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux (kg/h)	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux (kg/h)	Concentration Mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières	0.4	0.002	17.4	0.421	100 si flux < 1 kg/h
COV	115.8	0.7	66.3	1.983	100

\* les mesures ont été effectuées sur un seul des points de rejet de la cabine ouverte, il convient donc de doubler les valeurs pour obtenir le rejet total de ce poste. A noter que cette cabine a cessé de fonctionner fin 2010

La nouvelle cabine de peinture installée en 2011, en remplacement de celle ouverte, respectera les valeurs limites réglementaires ci-dessus. Elle est équipée d'un système d'épurations (filtre à poche).

■ **Les étuves**

L'étuve est incluse dans la cabine de peinture fermée. Le point de rejet de l'étuve est donc le même que celui de la cabine et est équipé de filtres.

Une campagne de mesure réalisée en janvier 2006 fournit les résultats suivants (étude petits moteurs) :

Paramètre	Valeurs mesurées		Valeurs limites AM 02/05/02 Art 6.2-II.3
	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux (kg/h)	
Poussières	1.1	0.001	100 si flux < 1 kg/h
COV	42	0.03	100

■ **Rejets diffus**

Les rejets diffus sont générés par les COV présents dans les solvants, peintures et diluants. NANNI Industries suit ses consommations de produits générateurs de COV afin d'établir un plan de gestion des solvants simplifié.

Evaluation du flux entrant

Le calcul du flux est réalisé à partir des éléments suivants :

- quantité de COV présents dans le produit initial (kg/L)
- achats annuels (en kg et en L)
- produits utilisés : solvants de dégraissage, peintures + durcisseur, diluant.

Pour 2007, l'exploitant obtient 8 141 kg de COV / an.

Evaluation du flux sortant

Le flux sortant est évalué à partir de :

- 9,5 tonnes de mélange de solvants et peintures à environ 0,150 kg de COV / L soit 1,425 kg/an
- 16 tonnes d'eaux issues du rideau d'eau de la cabine MAN à environ 0,05 kg de COV / L soit 0,8 kg/an

Evaluation des émissions diffuses

Flux	Ref.	Valeur (kg/an)
Flux entrants	I	8 140,99
Emissions canalisées	O1	4 936
Déchets	O6	2 225
Solvants régénérés	O8	0
Emissions diffuses	$F = I - O1 - O6 - O8$	980

Les émissions diffuses représentent 980 kg/an, soit 12% des COV entrants. < 25% AM du 02/05/02

■ **Hauteur de cheminées.**

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 prévoit que la hauteur des cheminées ne doit pas être inférieure à 10 m. L'exploitant prévoit la mise en conformité des hauteurs de cheminées.

Concernant les cabines de peintures, l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 stipule :

" Le point de rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. L'exploitant est dispensé de cette obligation si le système de captage et d'épuration garantit l'absence de nuisance pour les riverains.

*Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et ne comporte pas d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (chapeaux chinois, ...). La vitesse d'éjection des gaz garantit l'absence de nuisances pour les riverains."*

Compte tenu de la fréquence de vents violents dans ce secteur, l'exploitant a demandé à limiter la hauteur des cheminées.

A ce titre, l'exploitant nous a informé d'une part que la première habitation se trouve à 76 m des cabines de peintures et d'autre part la mise en place d'un système de traitement et de captation des émissions. L'étude de dispersion tient bien compte des hauteurs réelles. Le bâtiment fait 7 m de haut et la cheminée a une hauteur de 3,5 m par rapport au bâtiment.

### **3.4. Déchets**

L'établissement produira essentiellement des déchets d'emballages ainsi que des déchets dangereux (chiffons souillés, piles, batteries ...). Une grande partie des déchets est recyclée ou valorisée dans des filières adaptées.

### **3.5. Sol et eaux souterraines**

La société a effectué en 2007 une campagne de sondage de sol. Les résultats des analyses des sols effectués concluent que le fond géologique et géochimique du site de NANNI Industrie est en cohérence avec les fonds géologiques et chimiques naturels français et du département.

De plus il n'y a aucune pollution de la nappe superficielle sur le site de NANNI.

### **3.6. Impact sanitaire**

L'exploitant a établi une étude d'impact sanitaire, selon la méthodologie préconisée par le guide de l'Institut de Veille Sanitaire, du à l'exposition du voisinage aux rejets de poussières et de COV (xylène principalement).

L'étude conclut à l'acceptabilité des risques sanitaires liés au fonctionnement de l'installation.

## **4. LES RISQUES ET LES MOYENS DE PREVENTION ET DE PROTECTION**

Une étude de dangers a été établie dans le dossier de demande d'autorisation. Elle fournit notamment une analyse des risques générés par le site qui permet de hiérarchiser les événements redoutés en fonction de leur probabilité d'occurrence et de leur gravité. Les conséquences des événements jugés inacceptables ou critiques ont fait l'objet d'une évaluation quantifiée.

L'étude de dangers identifie l'incendie comme étant le principal phénomène dangereux susceptible de survenir dans l'établissement, notamment celui du stockage de déchets liquides en extérieur, de fioul et des huiles ainsi que le stockage de peintures.

Le pétitionnaire a examiné les conséquences de ces différents incendies.

En utilisant la méthode A LANNON, les distances Z1 et Z2, correspondant aux flux thermiques respectifs de 5 et 3 kW/m<sup>2</sup> sont les suivantes :

Scénario		Distance maximale atteinte par le flux (en m)		
		3 kW/m <sup>2</sup>	5 kW/m <sup>2</sup>	8 kW/m <sup>2</sup>
Incendie dans le conteneur extérieur de déchets liquides	Largeur	3	2	2
	Longueur	4	3	2
Incendie dans le local fioul et huile	Largeur	3	2	Non atteint
	Longueur	5	3	2
Incendie dans le local de stockage peintures	Largeur	3	2	2
	Longueur	4	3	2

Au vu des plans fournis par l'exploitant ces zones sont comprises dans les limites de propriétés du site.



### Mesures de prévention et de protection incendie

Les moyens de lutte contre l'incendie prévus par l'exploitant seront notamment:

- des extincteurs répartis sur l'ensemble du site,
- un système de désenfumage
- 2 bornes incendie présentes dans un périmètre de 100 à 200 m du site,

## **5. ENQUETE PUBLIQUE ET CONSULTATIONS ADMINISTRATIVES**

### **5.1. Enquête publique**

#### **5.1.1. Déroulement**

L'enquête publique, prescrite par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2008, s'est déroulée du 18 août au 19 septembre 2008 et a concerné les communes de Gujan Mestras et La Teste de Buch.

#### **5.1.2. Registre d'enquête publique**

Aucune observation n'a été formulée sur le registre d'enquête.

#### **5.1.3. Mémoire en réponse**

La société a fourni un mémoire en réponse aux observations du Commissaire, notamment sur les points suivants :

- Puissance des bancs d'essais :

L'ancien frein du banc d'essai gros moteurs n°2 d'une puissance de 880 kW a été démonté, il est en panne. NANNI Industries ne l'utilisera plus et veut donc le vendre.

- Dégraissage des petits moteurs.

La société confirme l'arrêt de la cabine de dégraissage en août 2007. Depuis cette date, le dégraissage est réalisé dans la cabine de peinture fermée. Depuis novembre 2007, l'Hyso 99 (composé de naphtes légers), produit intégré au process de fabrication, est utilisé.

- Résultats des nouvelles mesures sur l'air d'avril 2008 (cf § 3.3).

#### **5.1.4. Avis du Commissaire Enquêteur**

Le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable au projet (rapport du 8 octobre 2008), assorti d'une recommandation : prévoir et réaliser des exercices d'évacuation d'incendie.

Cette prescription a été ajouté au projet d'arrêté.

### **5.2. Avis des communes**

Le tableau ci-après fait état des avis formulés par les communes.

Commune	Date délibération	Délibération
La Teste de Buch	11 septembre 2009	Avis favorable

### **5.3. Avis des services**

#### **5.3.1. Avis du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS)**

Le Service départemental d'incendie et de secours a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques ci-après.

##### **Estimation de l'évaluation des besoins en eau :**

La lutte contre un incendie ayant une durée moyenne de 2 heures, le volume d'eau à fournir sera de 360 m<sup>3</sup>. La défense incendie existante est constituée de deux hydrants installés sur le réseau public qui semble susceptible de fournir 120 m<sup>3</sup>/h en simultané. Elle mettrait à disposition 240 m<sup>3</sup> en 2 heures. Il reste donc un déficit hydraulique de 120 m<sup>3</sup>.

### **Réserve.**

Il y aura donc lieu d'implanter au moins une réserve d'eau d'une capacité de 120 m<sup>3</sup>. Elle respectera les caractéristiques énoncées dans la fiche annexée.  
Elle devra permettre le stationnement d'un engin pour mise en aspiration sur la colonne mise en place.  
L'aire d'aspiration de cette réserve ne devra pas être impactée par des flux thermiques. La réserve d'eau sera positionnée au milieu de la façade ouest à proximité immédiate de la clôture.

### **5.3.2. Avis de la Direction régionale de l'environnement (DIREN)**

La Direction régionale de l'environnement a émis un avis favorable.

### **5.3.3. Avis de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS)**

La Direction départementale des affaires sanitaires et sociales a émis un avis favorable en demandant la prise en compte des remarques suivantes :

- Bien que le risque soit réputé acceptable, ce service engage le pétitionnaire, qui a déjà abandonné le trichloréthylène, à examiner les possibilités de substituer en tout ou partie les nombreux produits contenant du xylène.
- L'étude acoustique conclut à l'absence de dépassement des valeurs réglementaires. Néanmoins des améliorations peuvent être envisagées pour diminuer les émergences dont les niveaux en dB(A), sur certains points, frôlent la limite réglementaire (cf point de mesure n°1 de l'étude acoustique).

### **5.3.4. Avis du Service départemental de l'architecture et du patrimoine**

Le Service départemental de l'architecture et patrimoine émet un avis favorable.

### **5.3.5. Avis de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt (DDAF)**

Ce service émet un avis favorable.

### **5.3.6. Avis du Service interministériel régional de défense et de protection civile**

Le Service interministériel régional de défense et de protection civile rappelle que la commune de La Teste de Buch fait l'objet d'un plan de prévention des risques d'avancée dunaire et de recul du trait de cote approuvé par arrêté préfectoral en date du 31 décembre 2001.

### **5.3.7. Avis de la Direction départementale du travail de l'emploi et de la formation (DDTEF)**

La direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation n'émet aucune observation.

### **5.3.8. Avis de la Direction départementale de l'équipement (DDE)**

Ce service n'émet aucune observation.

### **5.3.9. Direction Générale de la police nationale**

Ce service n'émet aucune remarque particulière.

## **5.4. Réponses apportées aux avis des services**

Par lettre du 15 janvier 2009, l'inspection des installations classées a demandé à la société d'apporter des réponses aux demandes et observations susmentionnées.

Par lettre du 10 avril 2009, la société NANNI Industrie a apporté des réponses à la lettre précitée.

Concernant les remarques du SDIS, l'exploitant nous a confirmé que les 2 hydrants pouvant être ouverts en simultanément garantissent un débit de 180 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

Par ailleurs une mesure de bruit est prévue, dans le projet d'arrêté ci joint, dans un délai de 6 mois à compter de la signature de l'arrêté.

Concernant l'utilisation du xylène, l'exploitant indique que les produits en contenant sont actuellement difficilement remplaçables dans la mesure où ce composant se retrouve dans les peintures, diluant et durcisseur. Des informations complémentaires et un suivi des évolutions seront toutefois réalisés avec leur fournisseur.

Concernant le confinement des eaux incendie, la mise en place d'obturateurs n'est pas opportune. En effet en 2007 lors des travaux d'agrandissement, le SIBA a requis des chaussées drainantes sur une grande partie de parkings. Un devis pour l'installation d'un système d'obturation des sorties a été réalisé et s'élève à 53 067 €.

Le projet d'arrêté ci-joint prévoit que les cabines de peintures et les locaux de stockage de produits inflammables, peintures soient sous rétention. Ainsi et comme le prévoit l'arrêté type relatif à l'application de peinture, les eaux incendie pourront alors être pompées puis rejetées dans le réseau eaux pluviales et devront alors respecter les valeurs limites imposées aux eaux pluviales ou être éliminées comme des déchets.

Pour le reste du site, les eaux incendie suivront le cheminement des eaux pluviales et devront alors respecter les valeurs limites adéquates. Par courrier du 4 avril 2011, l'exploitant a tenu informé le gestionnaire de réseau (SIBA) de cette situation.

#### **5.5. Avis du CHSCT**

Par courrier du 5 décembre 2007, le CHSCT de la société NANNI INDUSTRIES confirme avoir eu connaissance du dépôt de dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

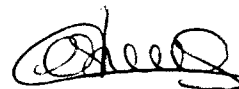
#### **6. CONCLUSION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

La société NANNI Industrie a déposé un dossier de demande d'autorisation en vue d'exploiter un établissement de marinsation de moteurs sur le territoire de la commune de LA TESTE DE BUCH.

Au regard de l'analyse de ce dossier et des avis et des réponses apportées aux observations émises lors des consultations et de l'enquête publique, nous proposons aux membres du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande de la société NANNI Industrie, sous réserve du respect du projet d'arrêté et des prescriptions jointes au présent rapport.

En application du code de l'environnement (articles L124-1 à L124-8 et R124-1 à R124-5) et dans le cadre de la politique de transparence et d'information du public de ministère en charge de l'environnement, ce rapport sera mis à disposition du public sur le site Internet de la DREAL.

L'inspecteur des installations classées,



Sandrine LESUEUR



**ARRÊTÉ PREFECTORAL  
D'AUTORISATION**  
-  
**ETABLISSEMENT NANNI INDUSTRIES**

**LE PREFET DE LA REGION AQUITAINE,  
PREFET DE LA GIRONDE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V  
VU l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation  
VU l'arrêté du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence  
VU l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets  
VU l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées  
VU l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation  
VU l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux  
VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs  
Vu le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets  
VU l'arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses  
VU l'arrêté du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique 2921  
VU l'arrêté du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain  
VU l'arrêté du 2 mai 2002 relatif aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2940 « application de peintures »  
VU l'arrêté du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion ainsi que des chaudières utilisées en post combustion  
VU l'arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation  
VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement  
VU l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion  
VU les schémas d'aménagement et de gestion des eaux des zones concernées par la demande  
VU la demande présentée le 21 décembre 2007 par la société NANNI Industries dont le siège social est situé 11 avenue Mariotte – zone industrielle à La Teste de Buch (33 260) en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un établissement réalisant la marinisation de moteurs diesel, hydrides, groupes électrogènes et la vente de pièces détachées sur le territoire de la commune de La Teste de Buch à l'adresse citée précédemment.  
VU le dossier déposé à l'appui de sa demande  
VU la décision en date du 26 juin 2008 du président du tribunal administratif de Bordeaux portant désignation du commissaire-enquêteur  
VU l'arrêté préfectoral en date du 1<sup>er</sup> juillet 2008 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 18 août au 19 septembre 2008 inclus sur le territoire des communes de La Teste de Buch et de Gujan Mestras.  
VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public  
VU la publication de cet avis dans deux journaux locaux  
VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur  
VU les avis émis par le conseil municipal des communes de La Teste de Buch  
VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés  
VU l'avis en date du 5 décembre 2007 du CHSCT  
VU le rapport et les propositions en date du... de l'inspection des installations classées

---

VU l'avis en date du... du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu)  
VU le projet d'arrêté porté le... à la connaissance du demandeur  
VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par ..... en date du .....

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDÉRANT que l'instruction de la demande a montré que les impacts générés par les installations objets de la demande sont acceptables pour l'environnement sous réserve du respect de prescriptions, notamment en ce qui concerne les émissions atmosphériques en composés organiques volatiles et les rejets aqueux,

CONSIDÉRANT que l'instruction de la demande a montré que les dangers présentés par les installations sont acceptable sous réserve de mesures matérielles et organisationnelles que fixe l'arrêté préfectoral, notamment en ce qui concerne le risque d'incendie des stockages de liquides inflammables et du magasin général,  
Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

**ARRÊTE**

# TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

## CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société NANNI Industries S.A.S. dont le siège social est situé 11 avenue Mariotte – zone industrielle à La Teste de Buch (33 260) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de La Teste de Buch, à l'adresse visée ci-dessus, les installations détaillées dans les articles suivants.

### ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation. Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne font pas explicitement l'objet d'une dérogation établie par le présent arrêté préfectoral d'autorisation ou tout autre arrêté préfectoral complémentaire.

## CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

N° de Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2921.1.a	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air Lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé », la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000 kW	Tour Baltimore Aircoil : 2 200 kW Tour Jacir (hors service) : 1 444 kW  Soit un total de 3 644 kW	A
2931	Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion. Lorsque la puissance totale définie comme la puissance mécanique sur l'arbre au régime de rotation maximal, des moteurs ou turbines simultanément en essais est supérieure à 150 kW ou lorsque la poussée dépasse 1,5 kN	Gros moteurs : 380 + 700 kW Petits moteurs : 230 + 250 kW  Soit au total 1 560 kW	A
2940.2.b	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture ... sur support quelconque (métal, bois, plastique) à l'exclusion des activités couvertes explicitement par une autre rubrique. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est b. supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	Application de peinture par pulvérisation 30 kg/j	DC
1432.2	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup>	0.32 m <sup>3</sup> de gazole 0.24 m <sup>3</sup> de fioul domestique 800 L diestone A8290 1 m <sup>3</sup> Hyso 99 2.5 m <sup>3</sup> de diluants et peintures soit une capacité équivalente totale de 4,86 m <sup>3</sup>	NC
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles La quantité stockée étant inférieure à 1 000 m <sup>3</sup>	Environ 5 m <sup>3</sup>	NC

1532	Bois sec ou matériaux combustibles	Environ 60 m <sup>3</sup>	NC
2910.A	Installation de combustion	Puissance thermique maximale : 730 kW	NC
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	Puissance maximale 10 kW	NC

A (Autorisation) ou DC (Déclaration avec contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)  
 Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
La Teste de Buch	Section Ha, zone UI parcelles 75 et 77

Les installations citées à l'Article 1.2.1. ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

### ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- d'un atelier de fabrication se composant :
  - d'une zone de réception des pièces et consommables
  - d'un magasin de stockage de pièces
  - d'une zone de fabrication de moteurs de puissance supérieure à 100 ch (couramment appelée fabrication « MAN ») comprenant :
    - ⇒ Une chaîne de montage
    - ⇒ Une cabine de peinture fermée
    - ⇒ 2 bancs d'essais
  - d'une zone de fabrication de moteurs de puissance inférieure à 100 ch (couramment appelée fabrication « KUBOTA ») comprenant :
    - ⇒ une chaîne de montage
    - ⇒ une cabine de peinture fermée
    - ⇒ 3 bancs d'essais
  - d'un atelier bureau d'études dédié à la fabrication de prototypes
  - d'une zone de service après vente
  - d'une zone de préparation et d'expédition
- des unités annexes suivantes :
  - des services administratifs, avec un étage
  - un local compresseur
  - un local électrique
  - 2 tours aérorefrigérantes
  - d'un accueil et de vestiaires,
  - de plusieurs zones de stockage de produits chimiques et de déchets ;
  - un magasin de stockage.

## CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.



---

## CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

---

### ARTICLE 1.5.1. PORTER A CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### ARTICLE 1.5.2. MISE A JOUR DES ETUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### ARTICLE 1.5.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### ARTICLE 1.5.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite pour cet autre établissement selon le cas, une demande d'autorisation ou d'enregistrement ou une déclaration ou une information au préfet telle que définie à l'article R512-33 du Code de l'environnement.

### ARTICLE 1.5.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant. Les documents établissant les capacités techniques et financières du successeur sont joints à cette déclaration.

### ARTICLE 1.5.6. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est un usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

---

## CHAPITRE 1.6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

---

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Bordeaux :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de 6 mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## CHAPITRE 1.7 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
15/01/08	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
07/11/05	Arrêté du 7 novembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des installations de stockage de déchets inertes mentionnée à l'article 5 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
07/07/05	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
30/05/05	Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
13/12/04	Arrêté relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique 2921
02/05/02	Arrêté du 2 mai 2002 relatif aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2940 « application de peintures »
07/02/00	Arrêté du 7 février 2000 (Économie, finances et industrie) abrogeant les arrêtés du 5 février 1975 relatif aux rendements minimaux des générateurs thermiques à combustion et du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie
11/08/99	Arrêté du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion ainsi que des chaudières utilisées en post combustion
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/05/93	Arrêté du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées

## CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire

---

---

## TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT

---

---

### CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

---

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

---

### CHAPITRE 2.2. RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES

---

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits absorbants,...

---

### CHAPITRE 2.3. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

---

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ....

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

---

### CHAPITRE 2.4. INCIDENTS OU ACCIDENTS

---

L'exploitant est tenu à déclarer **dans les meilleurs délais** à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport, même intermédiaire, est transmis **sous 15 jours** à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 2.5. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données,
- tous les éléments d'appréciation permettant de justifier la conformité ou la non conformité des installations aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations « installations classées » autres en vigueur.

Si ces documents sont conservés sous forme informatique, des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées **sur le site**.

Les éléments du dossier qui ne correspondent plus à l'état actuel de l'établissement, tels que les rapports de vérification annuels des années antérieures sont conservés 5 années au minimum.

## CHAPITRE 2.6. RECOLEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE

Dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à un récolement de l'arrêté préfectoral réglementant ses installations.

Il doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Une traçabilité en est tenue. Son bilan accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, est transmis à l'inspection des Installations Classées.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

## CHAPITRE 2.7. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées ou aux services préfectoraux compétents les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Chapitre 2.6	Récolement des prescriptions	Délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté
Chapitre 9.2.	Résultats de l'auto surveillance	Annuelle

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Article 1.5.6.	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
Article 9.4	Bilans et rapports annuels	Annuel
	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle

---

## TITRE 3 - - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

---

### CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

---

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### ARTICLE 3.1.2. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

A la demande de l'inspection des installations classées et dans les délais qu'elle fixe, l'exploitant réalise une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

#### ARTICLE 3.1.3. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

---

### CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET

---

#### ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère, dans le respect de la norme NF EN 13284-1.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N°	Activité	Poste	Puissance ou capacité
1	Tour de refroidissement	Tour JACIR	1 444 kW
2		Tour baltimore	2 200 kW
3	Bancs d'essais MAN	Banc d'essai MAN 1	380 kW
4 - 5		Banc d'essai MAN 2	700 kW
6	Chaudière	Chaudière	730 kW
7 - 8 - 9 - 10	Cabine de peinture MAN	4 cheminées d'extraction	Extraction : 40 000 m <sup>3</sup> /h Soufflage : 40 000 m <sup>3</sup> /h
11	Bancs d'essais Kubota	Banc d'essai Kubota 1 (inexistant)	/
12		Banc d'essai Kubota (échappement humide)	59 kW
13		Banc d'essai Kubota (échappement sec)	/
14		Banc d'essai Kubota (échappement humide)	184 kW
15	Cabine de peinture + étuve Kubota	Cabine de peinture fermée et étuve	Extraction : 26 280 m <sup>3</sup> /h Soufflage : 30 600 m <sup>3</sup> /h
16		brûleur	/

### ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Diamètre en m	Vitesse d'éjection minimale (en m/s)
Conduit n° 3	0.198	5
Conduit n° 4	0.21	
Conduit n° 5	0.21	
Conduit n° 6	/	
Conduit n° 7	0.25	
Conduit n° 8	0.4 x 0.4	
Conduit n° 9	1,1 x 1,1	
Conduit n° 10	1,1 x 1,1	
Conduit n° 11	0.09	
Conduit n° 12	0.06	
Conduit n° 13	0.09	
Conduit n° 14	0.089	
Conduit n° 15	1	
Conduit n° 16	/	

	Conduits n°3, 4, 5, 11, 12, 13, 14 Banc d'essai	Conduit n°7, 8, 9, 10, 15 Cabine de peinture
Hauteur de cheminée (en m)	10	10 m

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits n°3, 4, 5, 11, 12, 13, 14 Banc d'essai	Conduit n°7, 8, 9, 10, 15 Cabine de peinture
Concentration en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence	5 %	-
Poussières	-	100 si flux ≤ à 1kg/h sinon 40
SO <sub>2</sub>	1 700 (ramenés à 3%)	-

---

	d'O <sub>2</sub> sur gaz sec)	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	1 000 si flux inférieur à 25 kg/h	-
CO	250	-
COVNM	110	100

Le flux annuel des émissions diffuses en COV, issues des cabines de peinture, ne doit pas dépasser 25 % de la quantité de solvants utilisée.

### **ARTICLE 3.2.5. PLAN DE GESTION DE SOLVANTS**

L'exploitant est tenu de réaliser annuellement un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation.

---

---

## TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

---

---

### CHAPITRE 4.1. PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

---

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> )
Eau souterraine		15 000
Réseau public	Réseau AEP	1 500

#### ARTICLE 4.1.2. UTILISATION

Les prélèvements du forage permettent le refroidissement des machines et l'alimentation des tours aéroréfrigérantes.

#### ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

##### *Article 4.1.3.1 Dispositions générales*

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

##### *Article 4.1.3.2 Dispositions particulières aux forages*

L'implantation, l'aménagement et l'exploitation du forage respectent les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé. En particulier :

- l'exploitant s'assure de respecter les contraintes d'implantation existantes (périmètres de protection, schéma d'aménagement et de gestion des eaux etc.) et de prévenir toute surexploitation ou modification notable de la ressource en eau déjà légalement utilisée.
- l'exploitant respecte les distances d'éloignement réglementaires des installations susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.
- l'exploitant communique, **au moins un mois avant le début des travaux, la déclaration réglementaire de l'ouvrage** au Service géologique régional du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).
- l'exploitant implante le ou les ouvrages souterrains de façon à éviter l'accumulation des eaux de ruissellement à proximité de la ou des têtes de forage.
- l'exploitant garantit l'absence d'infiltration d'eau depuis la surface, notamment par une cimentation de l'espace interannulaire réalisée selon les règles de l'art, et par la construction d'une margelle bétonnée et d'un capot de fermeture ou tout autre dispositif de fermeture équivalent. L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et de prévenir toute introduction dans le sous-sol de pollution de surface, y compris en phase de chantier.
- l'ouvrage est identifié par une plaque mentionnant ses références.
- les ouvrages situés dans le périmètre de protection d'un captage d'eau destinée à l'alimentation humaine, et ceux qui interceptent plusieurs aquifères superposés, font l'objet d'une **inspection périodique au moins tous les dix ans**, afin de vérifier leur étanchéité et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les autres formations aquifères interceptées. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvrages, tubages...). L'exploitant adresse au Préfet, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.
- Les ouvrages qui ne sont plus exploités sont abandonnés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et dans le respect des règles de l'art, de façon à garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes souterraines et l'absence de transfert de pollution. Dans les **deux mois qui suivent le comblement de l'ouvrage**, l'exploitant transmet le rapport des travaux d'abandon au Service géologique régional du Bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM).



---

## CHAPITRE 4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

---

### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l' Article 4.3.1 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

### ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

---

## CHAPITRE 4.3. TYPES D'EFFLUENTS, OUVRAGES D'EPURATION ET REJETS AU MILIEU

---

### ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Les eaux sanitaires
- Les eaux de refroidissement des moteurs Kubota
- Les eaux de nettoyage des bancs d'essais Kubota
- Les eaux de nettoyage des bancs d'essais MAN
- Les eaux de déconcentration de la tour aéroréfrigérante
- Les eaux de purge du dispositif de traitement de l'eau (TAR)
- Les eaux pluviales de ruissellement de la zone de dépotage
- Les autres eaux pluviales.

### ARTICLE 4.3.2. GENERALITES

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES DE PRE-TRAITEMENT

La conception et la performance des installations de pré-traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise soit en réduisant ou en arrêtant les installations concernées, soit en confinant l'effluent à traiter.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

## ARTICLE 4.3.4. POINTS DE REJET

### Article 4.3.4.1 Aménagement des points de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

### Article 4.3.4.2 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

## ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	Sud ouest du site, au niveau de l'entrée principale sur l'avenue Mariotte
Coordonnées (Lambert II étendu)	
Nature des effluents	Eaux sanitaires, eaux de refroidissement des moteurs Kubota et eaux de nettoyage des bancs d'essais Kubota
Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> /j)	60
Débit maximum horaire (m <sup>3</sup> /h)	10
Exutoire du rejet	Réseau de collecte des eaux usées
Traitement avant rejet	Séparateur hydrocarbures (sauf pour les eaux sanitaires)
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station communale
Conditions de raccordement	Convention de rejet
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	Nord ouest du site, sur l'avenue Denis Papin
Coordonnées (Lambert II étendu)	
Nature des effluents	Les eaux de nettoyage des bancs d'essais MAN, eaux de déconcentration de la tour aéroréfrigérante, eaux de purge du dispositif de traitement de l'eau, eaux pluviales de ruissellement de la zone de dépotage
Débit maximal journalier (m <sup>3</sup> /j)	60
Débit maximum horaire (m <sup>3</sup> /h)	10
Exutoire du rejet	Réseau de collecte des eaux usées
Traitement avant rejet	Séparateur hydrocarbures
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station communale
Conditions de raccordement	Convention de rejet

Un regard de branchement est installé sur chacun de ces rejets, sur le domaine public.

Les eaux sanitaires du bâtiment de stockage se rejettent en un 3<sup>ème</sup> point dans la station d'épuration communale.

## ARTICLE 4.3.6. CONDITIONS DE REJET

### Article 4.3.6.1 Caractéristiques

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L (conformément à la norme NF EN ISO 7887)

#### **Article 4.3.6.2 Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 & 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5)

<b>Paramètre</b>	<b>Concentration maximale (MG/L)</b>
MES	400
DCO	1 000
DBO <sub>5</sub>	400
Indice phénol	0.3
AOX	1
Plomb	0.5
Cuivre	0.5
Chrome	0.1
Nickel	0.5
Zinc	2
Fer + Al	5
Cadmium	0.2
Mercur	0.05

#### **Article 4.3.6.3 Eaux pluviales**

Les eaux pluviales, autres que celle de la zone de dépotage de gazole se rejettent dans le milieu naturel, le site étant découpé de la façon suivante :

- La zone 1 située au Nord Est qui récupère les eaux des surfaces suivantes :
  - Parking personnel, voies de circulation et aire de stockage (2 950 m<sup>2</sup>)
  - Une partie des bâtiments (1 080 m<sup>2</sup>)
  - Ces eaux se jettent dans la craste (fossé) au niveau de l'entrée des fournisseurs, avenue Mariotte.
- La zone 2 située au Sud qui récupère la moitié des eaux de toiture des bureaux et 400 m<sup>2</sup> du centre du bâtiment (537 m<sup>2</sup>) et qui se jette dans la craste au niveau de l'avenue Mariotte.
- La zone 3 située à l'Ouest avec 12 points de rejets, dont 5 pour les eaux de voiries et 7 des eaux pluviales de toiture.
- la zone 4 située au Nord Ouest qui récupère les eaux pluviales du reste de l'atelier. Ces eaux se jettent dans le fossé au Nord Ouest (avenue Denis Papin).

Les eaux de ruissellement de la zone de dépotage sont dirigées vers le rejet n°2 du site et passent au travers d'un séparateur hydrocarbures.

Les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent les conditions suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;
- l'effluent ne dégage aucune odeur incommode pour le voisinage ;
- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/L si le flux maximal est inférieur à 15 kg/j sinon 35 mg/L au-delà ;
- teneur en hydrocarbures inférieure à 5 mg/l ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/L si le flux maximal est inférieur à 100 kg/j, sinon 125 mg/L au-delà ;

- 
- demande biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO<sub>5</sub>) inférieure à 100 mg/l si le flux maximal est inférieur à 30 kg/j, sinon 30 mg/L au-delà ;
  - absence de produits très toxiques, toxiques et de substances dangereuses pour l'environnement.

Les séparateurs à hydrocarbures font l'objet d'une maintenance au moins annuelle (nettoyage curage).

Les produits recueillis à l'occasion des opérations de maintenance des dispositifs de traitement sont considérés comme des déchets et sont traités et éliminés comme tels.

## TITRE 5 - - DECHETS

### CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION

#### ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production, en quantité comme en nocivité.

#### ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans les filières adaptées conformément à la réglementation.

Tout mélange de déchets dangereux et non dangereux est interdit.

#### ARTICLE 5.1.3. ENTREPOSAGE INTERNES DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux météoriques.

#### ARTICLE 5.1.4. ELIMINATION DES DECHETS

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités et en recensant les expéditions et les filières d'élimination, conformément à l'article R.541-43 du Code de l'environnement et dans la forme prévue par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005. Ce registre est conservé pendant au moins cinq ans, et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (brûlage à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

#### ARTICLE 5.1.5. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

### CHAPITRE 5.2. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

A titre indicatif, pour une production de 3 500 moteurs par an

Type de déchets	Codes des déchets	Nature des déchets	Quantité annuelle (tonnes)
D I B	20 01 99		50
Carton	20 01 01	Carton d'emballages des pièces recues	20
Bois	20 01 38	Palettes de réception des pièces détachées sous caisses de moteurs abimés	30
Plastiques	20 01 39	Emballages des pièces et moteurs recus	
Mélange de solvants / peinture	07 01 04		15

Toute production de déchets notablement supérieure aux valeurs mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé constitue une modification de l'exploitation de l'installation autorisée et doit à ce titre être signalée préalablement au préfet.

## TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GENERALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

#### ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3dB(A)
Entre 35 et 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB (A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'Article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

### CHAPITRE 6.3. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## TITRE 7 - - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

---

### CHAPITRE 7.1. CARACTERISATION DES RISQUES

---

#### ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DANS L'ETABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est tenu à jour.

#### ARTICLE 7.1.2. ZONAGE INTERNES A L'ETABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

---

### CHAPITRE 7.2. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

---

#### ARTICLE 7.2.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à ces voies, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations.

Le site devra être maintenu accessible en permanence et sans délai aux services d'incendie et de secours.

##### *Article 7.2.1.1 Gardiennage et contrôle des accès*

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.

##### *Article 7.2.1.2 Caractéristiques des voies pour les services de secours et des réserves d'eau en cas d'incendie*

Les voies susceptibles d'être utilisées par les engins des services de secours répondent aux dispositions fixées en annexe.

#### ARTICLE 7.2.2. BATIMENTS ET LOCAUX

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

#### ARTICLE 7.2.3. INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

#### ARTICLE 7.2.4. ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE A L'ORIGINE D'UNE EXPLOSION

##### *Article 7.2.4.1 Définition du zonage*

L'exploitant délimite, sous sa responsabilité, les zones dangereuses en fonction de la fréquence et de la durée d'une atmosphère explosive :

- Zone où une atmosphère explosive est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment,
- Zone où une atmosphère explosive est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal,

- Zone où une atmosphère explosive n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou, si elle se présente néanmoins, elle n'est que de courte durée.

Ces zones figurent sur un plan tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

#### **Article 7.2.4.2 Mesures de prévention dans les zones identifiées**

Afin d'assurer la prévention des explosions et la protection contre celles-ci, l'exploitant prend les mesures techniques et organisationnelles appropriées au type d'exploitation sur la base des principes de prévention suivants et dans l'ordre de priorité suivant :

- empêcher la formation d'atmosphères explosives,
- si la nature de l'activité ne permet pas d'empêcher la formation d'atmosphères explosives, éviter l'inflammation d'atmosphères explosives,
- atténuer les effets d'une explosion.

#### **Article 7.2.4.3 Adéquation du matériel**

Dans les zones ainsi définies où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente, occasionnelle ou exceptionnelle, les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions des textes portant règlement de leur construction.

Dans ces zones, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles ; elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.

En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement, feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.

#### **Article 7.2.4.4 Vérifications**

L'exploitant est en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacune des zones définies sous sa responsabilité conformément aux textes portant règlement de la construction du matériel électrique utilisable en atmosphère explosive .

A cet égard, l'exploitant dispose d'un recensement de toutes les installations électriques situées dans les zones où des atmosphères explosives sont susceptibles d'apparaître et il vérifie la conformité des installations avec les dispositions réglementaires en vigueur applicables à la zone. Sans préjudice des dispositions du Code du travail, **cette vérification est renouvelée tous les 3 ans.**

Dans tous les cas les matériels et les installations électriques doivent être maintenus en bon état et doivent être contrôlés, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.

### **ARTICLE 7.2.5. RISQUE SISMIQUE**

Les installations respectent les dispositions prévues pour les bâtiments, équipements et installations de la catégorie dite " à risque normal " par les arrêtés pris en application de l'article R. 563-5 du code de l'environnement dans les délais et modalités prévus par lesdits arrêtés.

---

## **CHAPITRE 7.3. GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRESENTER DES DANGERS**

---

### **ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINEES A PREVENIR LES ACCIDENTS**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien ... ) font l'objet de procédures d'exploitation écrites.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.



### **ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX**

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Cette interdiction est affichée en caractères apparents à la limite de la zone considérée.

### **ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et salariés sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des exercices de mise en œuvre de ces moyens sont réalisés au moins une fois par an.

### **ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

### **ARTICLE 7.3.5. « PERMIS D'INTERVENTION » OU « PERMIS DE FEU »**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

---

## **CHAPITRE 7.4. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

---

### **ARTICLE 7.4.1. ORGANISATION DE L'ETABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation prolongé (supérieur à 15 jours), et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7.4.2. ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PREPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

### **ARTICLE 7.4.3. RETENTIONS**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

---

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### **ARTICLE 7.4.4. RESERVOIRS**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

#### **ARTICLE 7.4.5. REGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RETENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.4.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.4.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DECHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

En particulier, les transferts de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

#### **ARTICLE 7.4.8. ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PREPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

---

### **CHAPITRE 7.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

---

#### **ARTICLE 7.5.1. DEFINITION GENERALE DES MOYENS**

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers et aux recommandations du Service Départemental d'Incendie et de Secours exprimés dans son avis portant sur la demande d'autorisation d'exploiter visée par le présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.5.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION**

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 7.5.3. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE**

L'exploitant dispose a minima de :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

- 2 poteaux incendie extérieurs, garantissant un débit simultané de 180 m<sup>3</sup>/h et conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213/CN (poteaux incendie) ou NF EN 14339 et NF S 61-211/CN (bouches d'incendie enterrées), et NF S 62 200.

L'attestation de conformité du réseau (jointe en annexe) en terme de débit minimal exigé, doit être retournée dûment remplie, dans le délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté, au SDIS – Groupement Opération – Prévision – PRAP – Bureau défense incendie – 22, boulevard Pierre 1<sup>er</sup> – 33081 BORDEAUX Cedex

#### **ARTICLE 7.5.4. CONSIGNES DE SECURITE**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

#### **ARTICLE 7.5.5. CONFINEMENT DES EAUX D'EXTINCTION**

Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.

Les eaux d'extinctions incendie devront être maintenues dans les locaux de stockage de produits chimiques et dans les cabines de peintures. Elles pourront alors être pompées puis rejetées dans le réseau eaux usées communal et devront alors respecter les valeurs limites imposées (article 4.3.6.2).

Pour le reste du site, les eaux incendie suivront le cheminement des eaux pluviales. Elles pourront alors être rejetées dans le réseau eaux pluviales et devront alors respecter les valeurs limites imposées (article 4.3.6.3.).

---

## TITRE 8 - - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 8.1. PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE

---

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella specie* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921.

En particulier les prescriptions particulières suivantes sont applicables :

#### ARTICLE 8.1.1. CONCEPTION

L'installation doit être conçue pour faciliter les opérations de vidange, nettoyage, désinfection et les prélèvements pour analyses microbiologiques et physico-chimiques. Elle doit être conçue de façon à ce qu'en aucun cas, il n'y ait des tronçons de canalisations constituant des bras morts, c'est-à-dire dans lesquels soit l'eau ne circule pas, soit l'eau circule en régime d'écoulement laminaire. L'installation est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit. L'exploitant doit disposer des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.

Les matériaux en contact avec l'eau sont choisis en fonction des conditions de fonctionnement de l'installation afin de ne pas favoriser la formation de biofilm, de faciliter le nettoyage et la désinfection et en prenant en compte la qualité de l'eau ainsi que le traitement mis en œuvre afin de prévenir les phénomènes de corrosion, d'entartrage ou de formation de biofilm.

La tour doit être équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet : le taux d'entraînement vésiculaire attesté par le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires est inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement normales de l'installation.

#### ARTICLE 8.1.2. PERSONNEL

L'exploitation s'effectue sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant, formée et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des risques qu'elle présente, notamment du risque lié à la présence de légionelles, ainsi que des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

Toutes les personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation sont désignées et formées en vue d'appréhender selon leurs fonctions le risque légionellose associé à l'installation. L'organisation de la formation, ainsi que l'adéquation du contenu de la formation aux besoins sont explicités et formalisés.

L'ensemble des documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.

#### ARTICLE 8.1.3. ANALYSE METHODIQUE DE RISQUES DE DEVELOPPEMENT DES LEGIONELLES

L'analyse méthodique de risques de développement des légionelles est menée sur l'installation dans ses conditions de fonctionnement normales (conduite, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien) et dans ses conditions de fonctionnement exceptionnelles (changement sur l'installation ou dans son mode d'exploitation).

En particulier, sont examinés quand ils existent :

- les modalités de gestion des installations de refroidissement (et notamment les procédures d'entretien et de maintenance portant sur ces installations) ;
- les résultats des indicateurs de suivi et des analyses en légionelles ;
- les actions menées en application des articles 8.1.8, 8.1.9 et 8.1.10 du présent arrêté et la fréquence de ces actions ;
- les situations d'exploitation pouvant ou ayant pu conduire à un risque de développement de biofilm dans le circuit de refroidissement, notamment incidents d'entretien, bras mort temporaire lié à l'exploitation, portions à faible vitesse de circulation de l'eau, portions à température plus élevée.

L'analyse de risque prend également en compte les conditions d'implantation et d'aménagement ainsi que la conception de l'installation.

Cet examen s'appuie notamment sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque légionellose, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation.

Au moins une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant. Cette révision s'appuie notamment sur les conclusions de la vérification menée en application de l'Article 8.1.12 et sur l'évolution des meilleures technologies disponibles.

Sur la base de la révision de l'analyse des risques, l'exploitant revoit les procédures mises en place dans le cadre de la prévention du risque légionellose et planifie, le cas échéant, les travaux décidés.

Les conclusions de cet examen, ainsi que les éléments nécessaires à sa bonne réalisation (méthodologie, participants, risques étudiés, mesures de prévention, suivi des indicateurs de surveillance, conclusions du contrôle de l'organisme agréé), sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 8.1.4. PROCEDURES**

Des procédures adaptées à l'exploitation de l'installation sont rédigées pour définir et mettre en œuvre :

- la méthodologie d'analyse des risques ;
- les mesures d'entretien préventif de l'installation en fonctionnement pour éviter la prolifération des micro-organismes et en particulier des légionelles ;
- les mesures de vidange, nettoyage et désinfection de l'installation à l'arrêt ;
- les actions correctives en cas de situation anormale (dérive des indicateurs de contrôle, défaillance du traitement préventif...);
- l'arrêt immédiat de l'installation dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production.

#### **ARTICLE 8.1.5. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

L'installation est maintenue propre et dans un bon état de surface pendant toute la durée de son fonctionnement.

L'installation de refroidissement est vidangée, nettoyée et désinfectée :

- avant la remise en service de l'installation de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé ;
- et en tout état de cause au moins une fois par an.

Un plan de surveillance destiné à s'assurer de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection de l'installation est défini à partir des conclusions de l'analyse méthodique des risques menée conformément aux dispositions prévues ci-dessus. Ce plan est mis en œuvre sur la base de procédures formalisées.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, de ses performances par rapport aux obligations réglementaires et de ses effets sur l'environnement.

La fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Si, pendant une période d'au moins 12 mois continus, les résultats des analyses mensuelles sont inférieurs à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, la fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 peut être au minimum trimestrielle.

Si un résultat d'une analyse en légionelles est supérieur ou égal à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, ou si la présence de flore interférente rend impossible la quantification de *Legionella* specie, la fréquence des prélèvements et analyses des *Legionella* specie selon la norme NF T90-431 est de nouveau au minimum mensuelle.

Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative de celle en circulation dans le circuit et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Ce point de prélèvement, repéré par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant de façon à faciliter les comparaisons entre les résultats de plusieurs analyses successives.

#### **ARTICLE 8.1.6. RESULTATS DE L'ANALYSE DES LEGIONELLES**

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que lesensemencements dont les résultats font apparaître une concentration en légionelles supérieures à 100 000 UFC/l soient conservés pendant 3 mois par le laboratoire.

## **ARTICLE 8.1.7. PRELEVEMENTS ET ANALYSES SUPPLEMENTAIRES**

L'inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).

L'ensemble des frais des prélèvements et analyses est supporté par l'exploitant.

## **ARTICLE 8.1.8. ACTIONS A MENER SI LA CONCENTRATION MESUREE EN LEGIONELLA SPECIE EST SUPERIEURE OU EGALE A 100 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU SELON LA NORME NF T90-431**

a) Si les résultats des analyses en légionelles, selon la norme NF T90-431, réalisées en application de l'ensemble des dispositions qui précèdent, mettent en évidence une concentration en Legionella specie supérieure ou égale à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant arrête, dans les meilleurs délais, l'installation de refroidissement, selon une procédure d'arrêt immédiat qu'il aura préalablement définie, et réalise la vidange, le nettoyage et la désinfection de l'installation de refroidissement. La procédure d'arrêt immédiat prendra en compte le maintien de l'outil et les conditions de sécurité de l'installation, et des installations associées.

Dès réception des résultats selon la norme NF T90-431, l'exploitant en informe immédiatement l'Inspection des Installations Classées par télécopie avec la mention :

« urgent et important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau. »

Ce document précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en légionelles mesurée ;
- la date du prélèvement ;
- les actions prévues et leurs dates de réalisation.

b) Avant la remise en service de l'installation, l'exploitant procède à une analyse méthodique des risques de développement des légionelles dans l'installation, telle que prévue à l'Article 8.1.3 du présent arrêté, ou à l'actualisation de l'analyse existante, en prenant notamment en compte la conception de l'installation, sa conduite, son entretien et son suivi. Cette analyse des risques doit permettre de définir les actions correctives visant à réduire les risques de développement des légionelles et de planifier la mise en œuvre des moyens susceptibles de réduire ces risques. Le plan d'actions correctives ainsi que la méthodologie mise en œuvre pour analyser cet incident sont joints au carnet de suivi.

L'exploitant met en place les mesures d'amélioration prévues et définit les moyens susceptibles de réduire le risque. Les modalités de vérification de l'efficacité de ces actions avant et après remise en service de l'installation sont définies par des indicateurs tels que des mesures physico-chimiques ou des analyses microbiologiques.

c) Après remise en service de l'installation, l'exploitant vérifie immédiatement l'efficacité du nettoyage et des autres mesures prises selon les modalités définies précédemment.

Quarante-huit heures après cette remise en service, l'exploitant réalise un prélèvement, pour analyse des légionelles selon la norme NF T90-431.

Dès réception des résultats de ce prélèvement, un rapport global sur l'incident est transmis à l'Inspection des Installations Classées. L'analyse des risques est jointe au rapport d'incident. Le rapport précise l'ensemble des mesures de vidange, nettoyage et désinfection mises en œuvre, ainsi que les actions correctives définies et leur calendrier de mise en œuvre.

d) Les prélèvements et les analyses en Legionella specie selon la norme NF T90-431 sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.

En cas de dépassement de la concentration de 10 000 unités formant colonies par litre d'eau sur un des prélèvements prescrits ci-dessus, l'installation est à nouveau arrêtée dans les meilleurs délais et l'ensemble des actions prescrites ci-dessus sont renouvelées.

## **ARTICLE 8.1.9. ACTIONS A MENER SI LA CONCENTRATION MESUREE EN LEGIONELLA SPECIE EST SUPERIEURE OU EGALE A 1 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ET INFÉRIEURE A 100 000 UNITES FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU**

Si les résultats d'analyses réalisées en application de l'ensemble des dispositions qui précèdent mettent en évidence une concentration en Legionella specie selon la norme NF T90-431 supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant prend des dispositions pour nettoyer et

désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en Legionella specie inférieure à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.

La vérification de l'efficacité du nettoyage et de la désinfection est réalisée par un prélèvement selon la norme NF T90-431 dans les deux semaines consécutives à l'action corrective.

Le traitement et la vérification de l'efficacité du traitement sont renouvelés tant que la concentration mesurée en Legionella specie est supérieure ou égale à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau et inférieure à 100 000 unités formant colonies par litre d'eau.

A partir de trois mesures consécutives indiquant des concentrations supérieures à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, l'exploitant devra procéder à l'actualisation de l'analyse méthodique des risques de développement des légionelles dans l'installation, prévue à l'Article 8.1.3, en prenant notamment en compte la conception de l'installation, sa conduite, son entretien, son suivi. L'analyse des risques doit permettre de définir les actions correctives visant à réduire le risque de développement des légionelles et de planifier la mise en œuvre des moyens susceptibles de réduire ces risques. Le plan d'actions correctives, ainsi que la méthodologie mise en œuvre pour analyser cet incident sont joints au carnet de suivi.

L'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 8.1.10. ACTIONS A MENER SI LE RESULTAT DE L'ANALYSE SELON LA NORME NF T90-431 REND IMPOSSIBLE LA QUANTIFICATION DE LEGIONELLA SPECIE EN RAISON DE LA PRESENCE D'UNE FLORE INTERFERENTE**

Si le résultat de l'analyse selon la norme NF T90-431 rend impossible la quantification de Legionella specie en raison de la présence d'une flore interférente, l'exploitant prend des dispositions pour nettoyer et désinfecter l'installation de façon à s'assurer d'une concentration en Legionella specie inférieure à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau.

#### **ARTICLE 8.1.11. TRANSMISSION DES RESULTATS DES ANALYSES**

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées sous forme de bilans annuels.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements du seuil de 1000 unités formant colonies par litre d'eau en Legionella specie ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- les effets mesurés des améliorations réalisées.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

#### **ARTICLE 8.1.12. CONTROLE PAR UN ORGANISME TIERS**

Dans le mois qui suit la mise en service, puis au minimum tous les deux ans, l'installation fait l'objet d'un contrôle par un organisme agréé au titre de l'article R512-71 du code de l'environnement.

Pour les installations dont un résultat d'analyses présente un dépassement du seuil de concentration en légionelles supérieur ou égal à 100 000 UFC/l d'eau selon la norme NF T90-431, un contrôle est réalisé dans les 12 mois qui suivent.

A l'issue de chaque contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les non-conformités constatées et les points sur lesquels des mesures correctives ou préventives peuvent être mises en œuvre.

L'exploitant tient le rapport à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

#### **ARTICLE 8.1.13. PROTECTION DES PERSONNES**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, et susceptibles d'être exposés par voie respiratoire aux aérosols, des équipements individuels de protection adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition :

- aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;
- aux produits chimiques.

Un panneau, apposé de manière visible, devra signaler l'obligation du port de masque.

Le personnel intervenant sur l'installation ou à proximité de la tour de refroidissement doit être informé des circonstances susceptibles de les exposer aux risques de contamination par les légionelles et de l'importance de consulter rapidement un médecin en cas de signes évocateurs de la maladie.

L'ensemble des documents justifiant l'information des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail.

#### **ARTICLE 8.1.14. QUALITE DE L'EAU D'APPOINT**

L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- Legionella sp < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;
- Numération de germes aérobies revivifiables à 37° C < 1 000 germes/ml ;
- Matières en suspension < 10 mg/l.

Lorsque ces qualités ne sont pas respectées, l'eau d'appoint fera l'objet d'un traitement permettant l'atteinte des objectifs de qualité ci-dessus. Dans ce cas, le suivi de ces paramètres sera réalisé au moins deux fois par an dont une pendant la période estivale.

---

### **CHAPITRE 8.2. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX CABINES DE PEINTURE**

---

#### **ARTICLE 8.2.1. COMPORTEMENT AU FEU DES BATIMENTS**

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré ½ heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine,
- - plancher haut ou mezzanine coupe-feu de degré 1 heure,
- - murs extérieurs et portes pare-flamme de degré ½ heure, les portes étant munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- - couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants,
- - à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et la définition des méthodes d'essais.

Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanternes en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.

D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0 non métalliques. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

Dans le cas d'une installation équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, toutes dispositions doivent être prises pour que l'ouverture automatique ou manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction.

#### **ARTICLE 8.2.2. ACCESSIBILITE**

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.



## TITRE 9 - - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

### CHAPITRE 9.1. PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

### CHAPITRE 9.2. MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

#### ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

##### *Article 9.2.1.1 Auto surveillance des rejets atmosphériques*

Les mesures portent sur tous les rejets cités à l'article 3.2. du présent arrêté.

Paramètres	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthodes d'analyses
Débit	continu	oui	Temps de fonctionnement
Poussières	annuel	non	prélèvement
COV	annuel	non	prélèvement

Une évaluation des émissions diffuses est également réalisée.

##### *Article 9.2.1.2 Auto surveillance des émissions par bilan*

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle

#### ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRELEVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre.

#### ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RESIDUAIRES

##### *Article 9.2.3.1 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets*

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

## Rejets n° 1 et 2

PARAMETRES	FRÉQUENCE	MÉTHODES DE MESURE
Débit – température	Semestrielle	Telle que précisée par l'arrêté ministériel du 07 juillet 2009 ou selon norme en vigueur
pH	Semestrielle	
Couleur	Semestrielle	
MES	Semestrielle	
DCO	Semestrielle	
DBO5	Semestrielle	
AOX	Semestrielle	
Indice phénol	Semestrielle	
Autres substances : métaux lourds <sup>(1)</sup> , ...	Annuel	

(1) Zn + Cr + Ni + Cd + Hg + Pb + Cu + Fe + Al

Les analyses sont effectuées sur des échantillons non décantés.

### ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES DECHETS

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportées, notamment, les informations suivantes :

- Code déchet en vigueur,
- type et quantité de déchets produits,
- opération ayant généré chaque déchet,
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets,
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets,
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation, pour les déchets dangereux,
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation (filière d'élimination) pour les déchets dangereux.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

## CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

### ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

---

### **ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE**

L'exploitant transmet **chaque année** à l'inspection des installations classées la compilation des résultats obtenus dans le cadre de l'autosurveillance de l'année écoulée, accompagnée de tous les éléments d'appréciation utiles.

Dans le cas où les résultats de l'autosurveillance mettent en évidence une dérive ou un dépassement important, l'exploitant les communique **dans les meilleurs délais** à l'Inspection des installations classées.

L'exploitant joint aux résultats de l'autosurveillance un rapport qui présente au minimum l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'Inspection des installations classées pendant une durée de **10 ans**.

---

## **CHAPITRE 9.4. BILANS PERIODIQUES**

---

### **ARTICLE 9.4.1. DECLARATION ANNUELLE DES EMISSIONS POLLUANTES ET DES DECHETS**

L'exploitant transmet chaque année au ministre chargé de l'Environnement une déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.

La transmission de la déclaration des émissions de l'année N est transmise :

- avant le **1<sup>er</sup> avril** de l'année suivante si elle est faite par télédéclaration,
- et avant le **15 mars** si elle est faite par écrit.

### **ARTICLE 9.4.2. BILAN DE L'AUTOSURVEILLANCE**

L'exploitant adresse à l'Inspection des installations classées les résultats obtenus dans le cadre de l'autosurveillance conformément à l'article 9.3.2.

---

---

## TITRE 10 - AMPLIATION ET EXECUTION

---

M. le Secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine

Les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité,

M. le Maire de la commune de LA TESTE DE BUCH,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une ampliation leur sera adressée ainsi qu'à la société

## Liste des articles

<b>TITRE 1 - PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
CHAPITRE 1.1 BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
CHAPITRE 1.3 CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.4 DUREE DE L'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.5 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE.....	5
CHAPITRE 1.6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS.....	5
CHAPITRE 1.7 ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	6
CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS.....	6
<b>TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT.....</b>	<b>7</b>
CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	7
CHAPITRE 2.2. RESERVES DE PRODUITS OU MATIERES CONSOMMABLES.....	7
CHAPITRE 2.3.....	7
CHAPITRE 2.4. INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	7
CHAPITRE 2.5. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	8
CHAPITRE 2.6. RECOLEMENT AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE.....	8
CHAPITRE 2.7. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION.....	8
<b>TITRE 3 - - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....</b>	<b>9</b>
CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	9
CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET.....	9
<b>TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>12</b>
CHAPITRE 4.1. PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	12
CHAPITRE 4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	13
CHAPITRE 4.3. TYPES D'EFFLUENTS, OUVRAGES D'EPURATION ET REJETS AU MILIEU.....	13
<b>TITRE 5 - - DECHETS.....</b>	<b>17</b>
CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION.....	17
CHAPITRE 5.2. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT.....	17
<b>TITRE 6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>18</b>
CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GENERALES.....	18
CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	18
CHAPITRE 6.3. VIBRATIONS.....	18
<b>TITRE 7 - - PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>19</b>
CHAPITRE 7.1. CARACTERISATION DES RISQUES.....	19
CHAPITRE 7.2. INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	19
CHAPITRE 7.3. GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRESENTER DES DANGERS.....	20
CHAPITRE 7.4. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	21
CHAPITRE 7.5. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	22
<b>TITRE 8 - - CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT.....</b>	<b>24</b>
CHAPITRE 8.1. PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE.....	24
CHAPITRE 8.2. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX CABINES DE PEINTURE.....	28
<b>TITRE 9 - - SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>29</b>
CHAPITRE 9.1. PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	29
CHAPITRE 9.2. MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	29
CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS.....	30
CHAPITRE 9.4. BILANS PERIODIQUES.....	31
<b>TITRE 10 - AMPLIATION ET EXECUTION.....</b>	<b>32</b>



# ATTESTATION DE DEBITS SIMULTANES

Etablissement : .....

Adresse : .....

Hydrants utilisés pour la mesure

RESEAU (Public ou Privé)	HYDRANTS (Nature , N°)	EMPLACEMENT

Valeurs issues de la mesure en simultané:

*(Ouverture des hydrants concernés l'un après l'autre en maintenant les précédents en fonction).*

	1 <sup>er</sup> HYDRANT	2 <sup>eme</sup> HYDRANT	3 <sup>eme</sup> HYDRANT	4 <sup>eme</sup> HYDRANT
NUMERO				
DEBIT à 1 bar				

Je soussigné, \_\_\_\_\_  
 - service gestionnaire du réseau d'eau pour la commune de \_\_\_\_\_ \*  
 - société \_\_\_\_\_ \*

*\*rayer mention inutile*

ayant réalisé les contrôles sur les hydrants normalisés cités ci-dessus, certifie que \_\_\_\_\_ hydrants peuvent être ouverts en simultané tout en garantissant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous un bar pour chacun.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
 Pour servir ce que de droit.

( cachet et signature)

A retourner à :

**Service Départemental d'Incendie et de Secours**  
 Groupement Opération Prévision  
 22, boulevard Pierre 1<sup>er</sup>  
 33081 BORDEAUX CEDEX





# VOIES ENGINS

La voie engin est une voie dont la chaussée répond aux caractéristiques suivantes quel que soit le sens de la circulation suivant lequel elle est abordée à partir de la voie publique.

**Largeur utilisable** : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues

**Force portante** : calculée pour un véhicule de 160 kilo newtons (avec un maximum de 90 kilonewtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum)

**Résistance au poinçonnement** : 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface minimale de 0,20 m<sup>2</sup>

**Rayon intérieur minimum de braquage** : 11 mètres

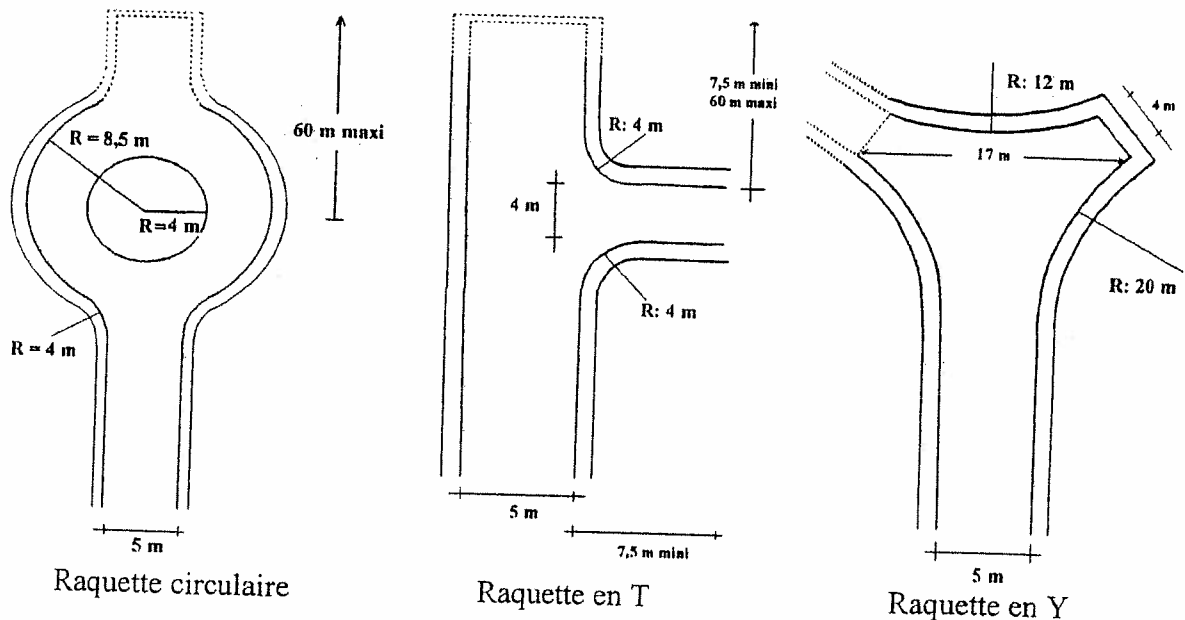
**Sur largeur** :  $S = \frac{15}{R}$  dans les virages de rayon inférieur à 50 m (S et R exprimés en mètres)

**Hauteur libre de passage** : 3,50 mètres

**Pente** : inférieure à 15 %

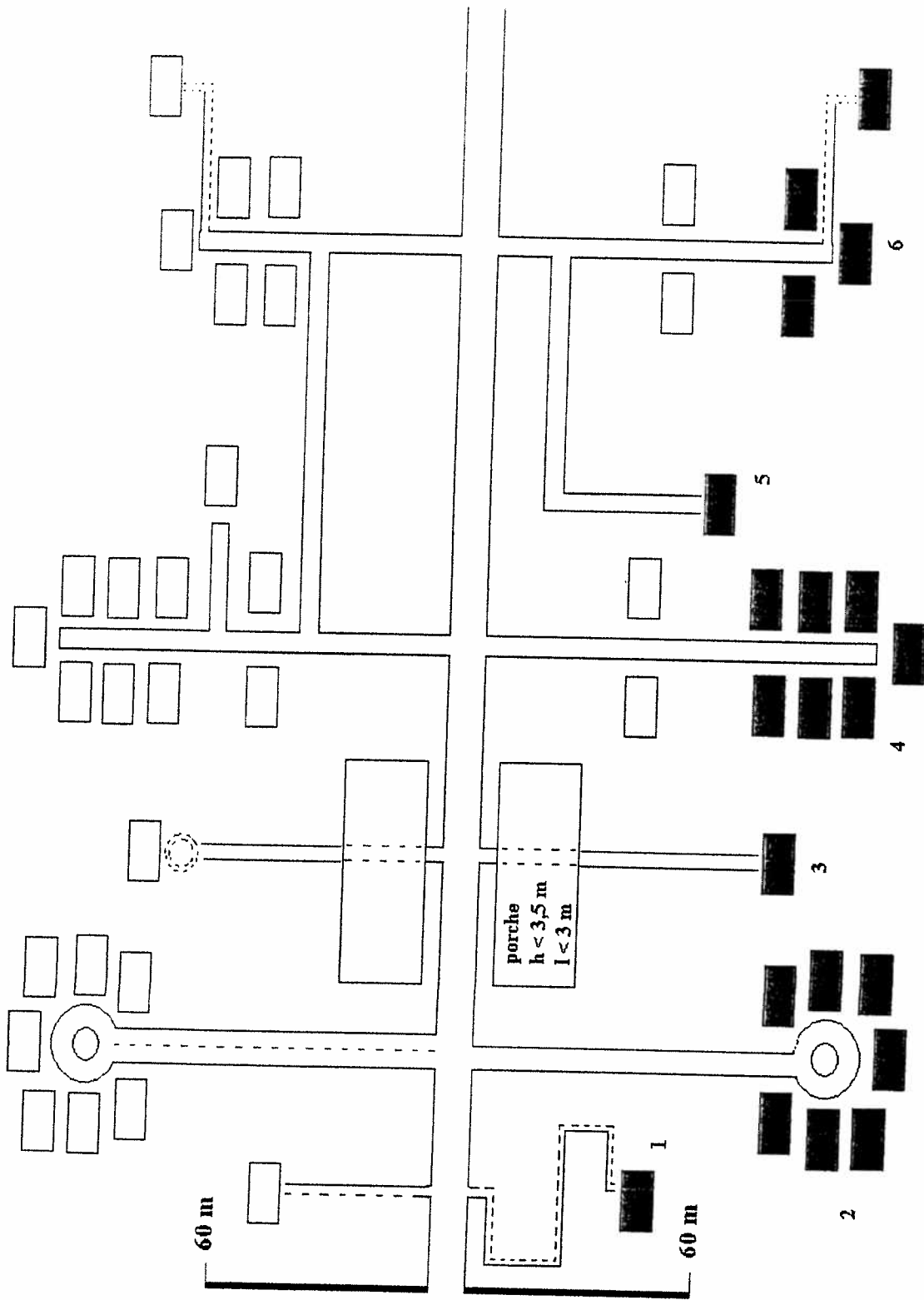
En dehors de toute réglementation particulière (ERP, habitat collectif, installations classées,...), les engins de lutte contre l'incendie doivent pouvoir s'approcher à moins de 60 m des constructions.

Lorsque la voie est en cul de sac de plus de 60 m, celle-ci devra permettre le croisement des engins en ayant une largeur utilisable de 5 mètres et permettre leur demi-tour par la mise en place de l'une des trois solutions ci-après :



Lorsque le cul de sac de plus de 60 m ne dessert qu'un seul logement sa largeur minimale sera de 3 m et le demi-tour pourra être aménagé sur la parcelle.





voie accessible aux seuls  
véhicules légers

voie de 3 m de large

voie de 5 m de large

■ construction pour laquelle l'accessibilité  
n'est pas satisfaisante

1 et 3 : construction à plus de 60 m

4, 5 et 6: pas de retournement à moins de 60 m

2 et 4 : pas de croisement possible

